

## Accès au système VBS de GMP

### Conditions d'utilisation du système

- 1) L'objet du système VBS – « vehicle booking system » - est de fluidifier et optimiser le passage sur le Terminal de France des attelages routiers par la mise en œuvre d'un système de rendez-vous horaire. L'activité de « traction portuaire » est exclue de ce périmètre.
- 2) Le système VBS contient des informations concernant des opérations de transports routier qui comportent une prise en charge de conteneurs maritimes cellularisés depuis/vers le Terminal de France, opéré par GMP.
- 3) Définitions :
  - Transporteur routier : est considéré comme transporteur routier de marchandises pour compte d'autrui, une société ou une entreprise, utilisant des véhicules motorisés, et qui répond aux conditions légales posées par le livre II du Code des transports. En conséquence, le transporteur routier inscrit au registre électronique national des entreprises de transport par route (art. R.3211-9), bénéficie d'une autorisation d'exercer cette profession (R.3211-7), satisfait aux exigences d'établissement, d'honorabilité professionnelle, de capacité financière et de capacité professionnelle (articles R. 3211-19 à R. 3211-42) et est titulaire d'une licence communautaire en cours de validité lorsque l'entreprise utilise un ou plusieurs véhicules dont le poids maximum autorisé excède 3,5 tonnes.
  - Seuls les transporteurs routiers remplissant les conditions légales relevant du Livre II du Code des transports peuvent adhérer au système VBS de GMP.
  - Pour les demandeurs ne remplissant pas les conditions ci-dessus rappelées, GMP se réserve toute possibilité d'examiner leur demande d'adhésion au cas par cas.
  - RDV (rendez-vous) : la prise d'un rendez-vous s'effectue sur un créneau horaire précis, entre 6h00 et 19h59 du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés. Le rendez-vous pris est non modifiable. Si le transporteur souhaite effectuer une modification, ceci nécessite d'annuler le RDV avec un délai de prévenance suffisant puis de saisir un nouveau RDV sur l'une des plages horaires disponibles.
  - 1 RDV = 1 conteneur
  - RDV import : la saisie d'un RDV import nécessite que le conteneur soit en statut BAS (bon à sortir).
  - RDV export : la saisie d'un RDV export nécessite que le numéro de conteneur soit précisé dans la réservation (AMQ - autorisation de mise à quai).
  - RDV conteneur vide : nécessite la saisie d'une référence communiquée par la compagnie maritime :
    - Conteneur en entrée sur le terminal : lié à un CRV (confirmation retour vide)
    - Conteneur en sortie du terminal : lié à une AMD (autorisation de mise à disposition)
  - Est considérée comme tardive toute annulation de RDV intervenant à moins de 2 heures du début du créneau horaire sollicité pour le RDV.
  - Est considéré comme non présenté - « no show » - un transport ne s'étant pas présenté sur le terminal au RDV réservé. Le passage sur les bornes d'enregistrement du bureau A-check est le critère retenu.
  - (#) Le RDV « flex » import permet la prise d'un RDV sur la base du Vu à Quai. Ce RDV « flex » n'est pas modifiable, ni remboursable en cas d'annulation par le Transporteur. La non présentation entraîne le déclenchement d'un « no show ». L'accès du Transporteur au terminal pour honorer son RDV nécessite que le conteneur soit BAS.
  - (#) Le RDV « flex » export permet la prise d'un RDV sur la base du numéro de booking fourni par la compagnie maritime. Ce RDV « flex » n'est pas modifiable, ni remboursable en cas d'annulation par le Transporteur. La non présentation entraîne le déclenchement d'un « no show ». Afin de pouvoir honorer son rendez-vous, le numéro de conteneur devra cependant être correctement intégré dans AP+ au plus tard 30 minutes avant son arrivée au bureau A-check.
  - (#) Jeton : l'unité de compte utilisée par le système VBS pour les annulations tardives, no show, et RDV « flex ».
- 4) Le prix du « jeton » est fixé à € 5 au 1<sup>er</sup> Janvier 2018.
- 5) Le tarif mis en application est le suivant :
  - a. Rdv import : gratuit
  - b. Rdv export : gratuit
  - c. (#) Rdv « flex » import : 3 Jetons / RDV
  - d. (#) Rdv « flex » export : 3 Jetons / RDV
  - e. (#) Annulation tardive : 4 Jetons / RDV
  - f. (#) Non présentation au RDV (« no show ») : 10 Jetons / RDV
- 6) (#) Les jetons sont attachés exclusivement à l'entreprise adhérente. Les jetons sont non cessibles, non transférables, non remboursables.

- 7) Le tarif peut être sujet à révision annuelle à la discrétion de GMP, après concertation préalable auprès des organisations professionnelles représentatives des transporteurs routiers.
- 8) Regroupement de rendez-vous : GMP peut autoriser – sous réserve que les circonstances opérationnelles le permettent - le Transporteur à regrouper sur un seul créneau horaire le traitement de 2 rendez-vous pris sur des horaires différents au cours d'un même shift de travail.  
 Cette souplesse du système est possible uniquement sous les conditions suivantes :
  - a. Les 2 rendez-vous sont pris sur le même shift (matin de 06h00 à 12h59 – après midi de 13h00 à 19h59)
  - b. L'un des 2 rendez-vous doit impérativement être présenté au cours de son créneau horaire réservé
  - c. A défaut les deux rendez-vous seront considérés non-présentés.
 GMP peut décider, après information préalable, de suspendre cette tolérance, pour le cas où elle mettrait en péril la bonne exécution des plages horaires de rendez-vous, notamment dans le cadre du plan de continuité tel que prévu au point 23) ci-dessous.
- 9) Le système VBS sera accessible uniquement via inscription sur internet, une fois les conditions d'utilisation du système validées par l'utilisateur, et sous réserve d'approbation de la demande par GMP. L'accès au système se fera via « username » et « password ».
- 10) L'accès sera donné à l'Administrateur du Transporteur ; qui gèrera directement les accès pour ses personnels. L'Administrateur aura donc la charge de la création et de la suppression des accès de ses personnels.
- 11) La prise de RDV dans le système VBS est restreinte aux seuls adhérents. Le système VBS reste cependant consultable par toute partie en faisant la demande, sous réserve de validation de la demande par GMP.
- 12) (#) L'accès aux éléments payants du VBS nécessite un compte adhérent présentant le crédit nécessaire pour procéder aux demandes de l'utilisateur.
- 13) (#) L'entreprise adhérente peut créditer son compte immédiatement via paiement sécurisé par Carte Bleue. La transaction sera effectuée directement sur le site internet de la banque utilisée par GMP.
- 14) Tout compte adhérent inactif plus de 6 mois sera supprimé par GMP, et les crédits éventuels perdus.
- 15) (#) Les éléments justificatifs seront générés comme suit :
  - a. L'entreprise adhérente créditant son compte de jetons aura accès immédiatement à un reçu bancaire précisant les détails de sa transaction sur le site internet de la banque de GMP
  - b. Une facture, correspondant à la transaction d'achat de jetons, sera émise par GMP sous 48 heures ouvrées
  - c. Un email sera adressé automatiquement à l'entreprise adhérente dès qu'elle utilise son compte de jetons pour couvrir des RDV flex, annulation tardive ou « no show »
- 16) L'équipe support de GMP sera joignable les jours ouvrés de 7h00 à 20h00 au 02 35 25 60 30 et par courriel [informatique@gmportuaire.fr](mailto:informatique@gmportuaire.fr)
- 17) Toute opération effectuée dans l'enceinte des terminaux portuaires opérés par GMP est assujettie aux conditions générales en vigueur, disponibles sur <http://www.gmportuaire.fr>
- 18) Le transporteur confirme sa parfaite conformité avec la législation en vigueur en France Métropolitaine sur le transport de marchandises par la route ; ainsi qu'avec l'Accord Européen en vigueur relatif au transport des marchandises dangereuses par route. En cas de défaut avéré, la GMP se réserve le droit de refuser le véhicule.
- 19) Tout attelage amenant des conteneurs pleins destinés à l'export et non plombés, ou des conteneurs ne présentant pas un étiquetage conforme pour les marchandises dangereuses, se verront refoulés à l'entrée du terminal.
- 20) Sont exclus du système VBS :
  - a. Conteneurs sous escorte
  - b. Conteneurs non-spreadables
- 21) (#) La responsabilité de GMP en cas de retard excessif de la prise en charge de l'attelage se présentant à son rendez-vous ne saurait excéder le tarif facturé par GMP pour la prise du/des rendez-vous possiblement impactés.
- 22) La responsabilité de GMP ou de l'entreprise adhérente ne saurait être engagée dans les cas suivants :
  - a. Evénements météo affectant la zone portuaire, ainsi que leurs conséquences éventuelles
  - b. Rupture d'alimentation électrique du Terminal de France
  - c. Cyber-attaque des systèmes informatiques utilisés par GMP
  - d. Instructions émanant des agents ou des administrations de la puissance publique qu'elle soit d'Etat ou relevant des compétences des collectivités territoriales.
  - e. Grève, blocage ou toute action industrielle affectant la zone portuaire
  - f. Paralysie de la circulation dans l'enceinte du Terminal de France ou dans l'enceinte de Port 2000 sur le secteur compris entre la porte François 1<sup>er</sup> et les portes d'accès au Terminal de France
  - g. Conséquences émanant entre autres de conteneurs fuyards et/ou en mauvais état, dans l'enceinte du Terminal de France
  - h. Tout autre événement relevant de la force majeure, se définissant comme une circonstance exceptionnelle, étrangère à la personne de celui qui l'éprouve, ayant pour résultat de l'empêcher d'exécuter ses obligations
- 23) Plan de continuité  
 En cas de situations dégradées obérant l'activité normale du Terminal de France, GMP s'engage à communiquer et à mettre en place dans les meilleurs délais un schéma de reprise d'activité. Les modalités pratiques d'application et d'activation de ce plan de continuité sont établies aussi précisément que possible dans une annexe aux présentes conditions d'utilisation.
- 24) GMP se réserve le droit d'intervenir auprès d'un adhérent au constat d'une utilisation anormale ou abusive du système VBS.
- 25) Cookies

Un ou plusieurs "cookies" (ou témoins de connexion) seront placés sur le disque dur des ordinateurs accédant au site du système VBS. Un "cookie" est un petit fichier émis par un serveur consulté par un utilisateur et enregistré sur le disque dur de celui-ci. Les cookies envoyés à partir du Système VBS enregistrent des informations relatives à la navigation sur le Portail effectuée à partir de l'ordinateur sur lequel est stocké le "cookie" (les pages consultées, la date et l'heure de la consultation, etc.) et permettent d'identifier les visites successives des utilisateurs. Dans cette optique, GMP s'engage à garantir le droit des internautes de s'opposer aux "cookies". Les personnes connectées au Système VBS peuvent en effet s'opposer à l'enregistrement de "cookies" en modifiant les options des logiciels de navigation figurant sur leur ordinateur (Se référer à la rubrique Aide du navigateur Internet employé). Cependant GMP attire l'attention des internautes du fait que, dans un tel cas, l'accès à certains services du Portail susnommé peut se révéler altéré, voire impossible.

26) Copyright

Les éléments, notamment rédactionnels, graphiques et illustrations figurant sur les sites GMP ainsi que sur le Système VBS sont protégés par le droit de la propriété intellectuelle. Toute publication, reproduction ou rediffusion, tant en France qu'à l'étranger de tout ou partie est interdite.

27) Administration et gestion des utilisateurs

GMP a toutes libertés quant à l'administration et la gestion des utilisateurs du Système VBS. A ce titre GMP pourra effectuer toutes modifications nécessaires afin d'assurer le bon fonctionnement du système. L'accès à la partie personnalisée du portail, réservée à l'entreprise adhérente, requiert l'acceptation de l'inscription de l'utilisateur par GMP.

28) Informations confidentielles

GMP s'engage à maintenir confidentielles toutes données fournies par l'entreprise adhérente du Système. Les entreprises adhérentes s'engagent à cette même obligation de confidentialité en ne divulguant pas, sous quelle que forme que ce soit, les informations et documents explicitement classifiés confidentiels par GMP. A défaut, la partie victime du non-respect de cette obligation sera fondée à demander réparation, y compris judiciairement, de son préjudice dans les limites fixées par la loi.

29) Protection des données personnelles : les traitements automatisés de données nominatives réalisés ont été effectués en conformité avec les exigences de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. En application de l'article 32 de cette même loi modifiée par la loi 2016-1321 du 7 octobre 2016, l'entreprise adhérente est notamment informée que les informations qu'elle communique par le biais du formulaire d'adhésion au système VBS sont nécessaires pour répondre à sa demande. Elles sont destinées strictement à GMP représentée, à ce jour, par M. Louis JONQUIERE, son représentant en tant que responsable du traitement et à des fins de gestion administrative et commerciale. Au surplus l'entreprise adhérente est informée qu'elle dispose d'un droit d'accès, d'interrogation et de rectification qui lui permet, le cas échéant, de faire modifier, compléter, mettre à jour, verrouiller ou effacer les données personnelles la concernant qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite. L'entreprise adhérente dispose également d'un droit d'opposition au traitement de ces données pour des motifs légitimes ainsi qu'un droit d'opposition à ce que ces données soient utilisées à des fins de prospection commerciale. L'ensemble de ces droits s'exerce par courrier postal LRAR accompagné d'une copie d'un titre d'identité comportant une signature à adresser à GMP, Mme Isabelle Dubus, Correspondant Informatique et Libertés, Service Juridique, Avenue du 16ème Port – CS 10595 – 76 059 LE HAVRE CEDEX.

30) Je confirme avoir pris connaissance des conditions d'utilisation du système VBS et déclare en accepter l'intégralité des termes.

(#) : ces éléments des conditions d'utilisation du système VBS entreront en vigueur ultérieurement, au cours du premier semestre 2018. Les conditions d'utilisation seront amendées à cette occasion, afin de clore cet élément de renvoi.